



Décision n°CODEP-LYO-2017-051730 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 14 décembre 2017 autorisant Électricité de France (EDF) à modifier temporairement les règles générales d’exploitation du réacteur n°3 de la centrale nucléaire de Cruas-Meysses (INB n°112)

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment son article L. 593-15 ;

Vu le décret du 8 décembre 1980 autorisant la création par Électricité de France de quatre tranches de la centrale nucléaire de Cruas-Meysses dans le département de l’Ardèche ;

Vu le décret n°2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable transmise par courrier D5180FTSQ1734043 indice 2 du 13 décembre 2017 ;

Considérant que, par courrier du 13 décembre 2017 susvisé, EDF a déposé une demande d’autorisation de modification temporaire des règles générales d’exploitation du réacteur n°3 de l’installation nucléaire de base n°112 de la centrale nucléaire de Cruas-Meysses portant sur une modification temporaire des spécifications techniques d’exploitation afin d’intervenir sur une pompe du circuit de refroidissement du réacteur à l’arrêt ; que cette modification constitue une modification notable des modalités d’exploitation autorisées de son installation relevant du régime d’autorisation de l’ASN régi par l’article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

Décide :

Article 1^{er}

Électricité de France, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à modifier les règles générales d'exploitation autorisées du réacteur n°3 de l'installation nucléaire de base n°112 dans les conditions prévues par sa demande du 13 décembre 2017 susvisée.

Article 2

La modification autorisée par la présente décision n'est valable que jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 3

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

Article 4

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 14 décembre 2017.

Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire
et par délégation,
le directeur général adjoint

signé par

Julien COLLET